

X. ACTEURS DE L'ÉMERGENCE

Acteurs	De l'État	Actions et/ou Résultats attendus
État	Bonne gouvernance	Coordination/Accompagnement/régulation/Suivi-Evaluation/Impulsion
Espaces de solidarité ou de pôles de croissance	Appui en financement/Cadre juridique/Infrastructures/Promotion/Sécurité et Climat des investissements.	Efficacité/Performance/Valeur ajoutée/Développement/Compétitivité
Secteur privé	Appui en financement/Cadre juridique/Infrastructures/Coût des facteurs/Fiscalité/Promotion commerce extérieur/Sécurité et Climat des investissements.	Emploi/Conquérant/Performance économique/Zéro corruption/investissement responsable, respect des normes sociales, économiques et environnementales
Jeunesse	Renforcement de capacités/Employabilité/Emploi décent/Sport/	Culture de l'Excellence/Professionnalisme/Patriotisme/ODD
Femmes	Promotion/Renforcement de capacité/Equité	Participation à la vie publique et entrepreneuriale/Autonomie
CTD	Renforcement de capacités/responsabilité/Numérisation	Autonomie/Bonne gouvernance/Développement local/Éthique/Redevabilité
Administration et Justice	Renforcement de capacité/Reformes/Neutralité de l'Administration/indépendance de la Justice	Services publics performants/LCC/Impartialité/Éthique/Redevabilité
Régions	Appui technique, juridique et financier/Cadre institutionnel et administratif/Autonomie	Péréquation/Redevabilité/Performance
Enseignants — Chercheurs	Équipements et Renforcement de capacités	Recherche et Développement
Paysans	Terres et Semences et Sécurité foncière/Sécurité des biens et des personnes	Rendement/Professionnalisation
OSC et Parti politique, Elus, Syndicats	Participation/Dialogue/Mobilisation sociale et Éducation/	Suivi-évaluation/Dialogue/Mobilisation sociale/Professionnalisme/Déontologie/Paix sociale/Stabilité politique/Développement communautaire
Médias	Libertés/Transparence/Accès à l'information	Déontologie/Mobilisation sociale/Information/Éducation citoyenne
Militaires — Gendarmes	Renforcement de capacités/Équipement/Réorganisation	Participation au développement/Sécurisation des biens et des personnes et du Pays
PTF Publics, Privés Internationaux	Programme clair et transparent/zéro corruption/Stabilité politique	Financement/Partenariat solide et solidaire/Respect de la Souveraineté/Engagement et continuité
Entreprises publiques	Transparence et cadre juridique amélioré	Services/Performances/Redevabilité
Citoyen	Droit et Devoir, Éducation Civique, Liberté publique.	Patriotisme/Citoyen modèle/Citoyen et responsable/Participation/Respect de la Légalité/Paix sociale
Association Culturelle	Dialogue, Impartialité	Action sociale/Développement communautaire

XI. ANNEXES I : DÉFIS

4 SOCLES DE L'ÉMERGENCE et 3 AXES D'ÉPAULEMENT ; 13 GRANDS LEVIERS DE L'ÉMERGENCE (1 à 13) ET 100 DÉFIS

SOCLE N° 1 : ÉMERGENCE TERRITORIALE ET SPATIALE : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURE ET DÉCENTRALISATION

1. Infrastructures modernes et innovantes

1. Optimiser le Système foncier relatif aux différentes zones (ZAT, ZRS, ZIA...);
2. Développer les réseaux de connectivité et de transports : routes, voies ferroviaires, voies fluviales, voies maritimes, voies aériennes ;
3. Aménager de nouvelles villes suivant de nouveaux plans d'urbanisme ;
4. Étendre l'infrastructure numérique pour le développement territorial et pour des villes numériques ;
5. Mettre en place des cadres réglementaires pour les infrastructures modernes et innovantes.

2. Décentralisation effective et Pôles de Croissance et Espaces de Solidarité

6. Mettre en place un cadre juridique de l'Émergence : réformes, lois et cadres juridiques sectoriels ;
7. Clarifier le concept Régions, Communes, Districts et Pôles de croissance et Espaces de solidarité pour le développement et l'équilibre territorial, et créer dans les pôles et Espaces de solidarités :
 - des OPCI ou Centre d'agglomération
 - des Guichets uniques de services publics ;
 - des Agences et Services d'appui, transferts de compétence et des ressources :
Centre de Formation Technique/ Centre de promotion femmes et jeunesse/
Agence pour l'Emploi/ Centre d'Appui Financier/ Centre Appui à l'Environnement et au Développement Durable...
8. Améliorer l'effectivité du FDL et les fonds destinés aux communes (Fonds de Développement Local).

3. Restauration de l'équilibre écologique

9. Procéder à la reforestation et restaurer les ressources des forêts ;
10. Lutter contre les feux, défrichements et destructions des aires protégées et abolir tout trafic des ressources naturelles (espèces endémiques, faunes et flores, et sol...);
11. Exploiter rationnellement les ressources naturelles (écotourisme, exploitation forestière...) et programmer la protection et préservation des ressources naturelles (y compris la reforestation et le reboisement);
12. Protéger les ressources et accès à l'eau ;
13. Défendre et restaurer les sols et bassins versants et intensifier la mise en place du label vert et de l'économie bleue ;
14. Respecter les engagements internationaux.
15. Mettre en place le complexe national et international sur les études, recherches et opérationnalités pour le changement climatique aux services de l'Émergence ;
16. Organiser l'ensemble du système de gestion des risques et catastrophes dans les anticipations, les proactions et les résultants de manière transversale et plurisectorielle.

4. Transition et indépendance énergétique

17. Promouvoir l'électrification rurale et les zones industrielles de types divers ; à tarif accessible pour tous ;
18. Promouvoir l'énergie renouvelable aux services de l'économie circulaire (voltaïque, éolienne, solaire, biogaz...) et multiplier l'énergie de substitution au charbon de bois et bois de chauffe (éthanol, biocarburant, biogaz...);
19. Mettre en place l'infrastructure énergétique interconnectée sur l'étendue du territoire et développer l'hybridation de toutes les centrales thermiques existantes ;
20. L'économie verte aux services de l'émergence dans la capitalisation de l'utilisation de l'énergie renouvelable vers la création des industries vertes.

5. Système d'exploitation des ressources minières et d'hydrocarbures

21. Valoriser et gérer rationnellement les exploitations minières et au besoin réformer les textes ;
22. Mettre en place un comptoir de l'or ;
23. Restructurer et professionnaliser les artisans et petits exploitants dans la filière aurifère ;
24. Prévoir à terme des investissements privés et publics dans le secteur des hydrocarbures ;
25. Maîtriser le marché des hydrocarbures en concertation avec le secteur privé.

SOCLE N° 3 : ÉMERGENCE EN RELATIONS INTERNATIONALES

6. **Système de coopération et de diplomatie économique**

26. Poursuivre les Coopérations bilatérales et multilatérales au profit de l'Émergence économique ;
27. Redéfinir la diplomatie économique au service du commerce extérieur et du label « Vita Malagasy » ;
28. Développer l'économie par des partenariats internationaux ciblés ;
29. Création de partenariats avec les chambres de commerce internationales ;
30. Mise en place des vitrines de Madagascar à l'International du Made in Madagascar..

SOCLE N° 4 : ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCE INTERNATIONAL : MACROÉCONOMIE, EMPLOI, INSTRUMENTS FINANCIERS ET POLITIQUE PUBLIQUE SECTORIELLE

7. **Système macroéconomique ; finance publique citoyenne et transparente**

A — POLITIQUE DE FINANCE PUBLIQUE

31. Réformer les Finances Publiques ;
32. Revoir la politique monétaire, fiscale et celle de la dette ; Stabiliser la monnaie Malagasy ;
33. Consolider la capacité de gestion et l'optimisation des ressources internes ;
34. Respecter les procédures de passation des marchés publics ;
35. Optimiser les achats et la gestion logistique de l'administration publique ;
36. Renforcer le contrôle budgétaire la pénalisation des contrevenants ;
37. Développer la redevabilité sociale des responsables ;
38. Rendre effective l'obligation de rapatriement des devises.

B — POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR LES SECTEURS PORTEURS À FORTE VALEUR AJOUTÉE

39. Déployer à travers toutes les actions de l'Émergence une politique de création d'emplois décents et ce urbains ou ruraux, avec la création de l'Agence pour l'Emploi.
40. Le secteur Agricole et élevage avec l'économie verte : développement rural, agrobusiness, agro-industrie aux services de l'émergence et pour l'autosuffisance alimentaire ;
41. Le secteur Tourisme : Industrie touristique Écotourisme et offre diversifiée aux services de l'émergence ;
42. L'économie bleue et la pêche, parmi les leviers de l'émergence ;
43. Le NTIC un des outils de développement innovant et pourvoyeur d'emploi.

8. Système de financement, investissements et partenariats économiques

44. Concerter les interventions des IDE et IDN avec les institutions traditionnelles pour l'équilibre financier ;
45. Utiliser rationnellement les opportunités de financement (PTF, PPIP, BOT...);
46. Développer le financement et le système d'endettement maîtrisé et responsable ;
47. Mettre en place une Banque d'investissements et de développement ;
48. Mettre en place les marchés des capitaux et diversifier les produits financiers ;
49. Promouvoir l'E-commerce et de l'E-paiement ;
50. Adopter une finance inclusive et formaliser les activités informelles.

9. Système de partenariat public privé

51. Rendre le climat des affaires favorables aux investissements ;
52. Développer un manuel de procédures et rendre opérationnelle et effective la loi par rapport aux futurs investisseurs ;
53. Accompagner et faciliter le développement du secteur privé et des organisations intermédiaires ;
54. Faciliter l'accès aux marchés internationaux ; Appuyer l'amélioration de la compétitivité et de la concurrence ;
55. Améliorer les dialogues publics et privé et clarifier la place des entreprises publiques dans le secteur concurrentiel.

AXE D'ÉPAULEMENT N° 1. INNOVATION ÉDUCATIVE, CAPITAL HUMAIN, SPORT ET CULTURE

10. Système éducatif, formations professionnelles et recherches scientifiques adaptés :

56. Rénover le programme éducatif à court et moyen terme ;
57. Réformer l'Enseignement supérieur pour l'adéquation de la formation avec l'emploi ;
58. Promouvoir le système LMD aux services de l'émergence ;
59. Étendre les recherches scientifiques aux services du développement ;
60. Redynamiser la formation professionnelle (lycée technique et agricole...) pour une meilleure employabilité ;
61. Accélérer le programme de renforcement de capacités du secteur public, des cadres et cadres supérieurs sur l'étendue du territoire (au niveau central et CTD) et permettre la gestion des connaissances (knowledge management) ;
62. Déployer la culture de l'excellence aux services de l'économie et du développement ;
63. Promouvoir la culture entrepreneuriale chez les jeunes et les femmes, et promouvoir les femmes pour une égalité dans la société et prêt pour l'émergence ;

- 64. Mettre en œuvre le programme d'instruction civique et morale avec le partenariat des OSC's ;
- 65. Développer la culture et la valorisation du « terroir et patrimoine local » et l'industrie culturelle ;
- 66. Valoriser l'identité et la diversité de la culture Malagasy ;
- 67. Développer le sport et le sport de haut niveau ciblé avec des bourses sportives et développer dans les provinces les infrastructures (académie de sport de haut niveau) répondant aux normes standards.

AXE D'ÉPAULEMENT N° 2. INNOVATION NUMÉRIQUE ET BONNE GOUVERNANCE : EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DE L'ÉTAT AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DU TERRITOIRE

11. **Système judiciaire impartial et indépendant, Administration Publique, Sécurité et Défense Nationale**

- 68. Rendre effective l'État de Droit et la bonne gouvernance ;
- 69. Rendre effective la sécurité des biens, des personnes et lutter contre les *Dahalo* et optimiser la Défense Nationale ;
- 70. Appliquer une politique de sécurité foncière en cohérence avec l'Émergence ;
- 71. Mettre en place une sécurisation des investissements sur l'étendue du territoire ;
- 72. Mettre en place une Cour d'arbitrage et de Médiation (privé) dans les Régions et les Pôles ;
- 73. Réformer l'administration publique et rendre les services publics proches des citoyens ;
- 74. Créer un Secrétariat Technique pour l'Émergence (STE) ;
- 75. Mettre en place une Justice de proximité (CAJ), avec une réforme de l'administration judiciaire indépendante et impartiale ;
- 76. Rendre les élus et fonctionnaires modèles, éthiques et responsables ;
- 77. Lutter contre la corruption à tolérance zéro et lutter contre le blanchiment d'argent.

12. **Système numérique innovant aux services de la gouvernance administrative, économique et sociale ; Démocratie et participation citoyenne**

- 78. Digitaliser le système national avec interconnexion sur toute l'étendue du territoire (E-pays) ;
- 79. Améliorer les données et Data Base nationale aux services de l'information ;
- 80. Gouverner efficacement avec l'application de l'E-gouvernance en combinaison avec les plates-formes de knowledge management, e-commerce et e-paiement ;
- 81. Sécuriser et rendre permanent le service public par l'E-administration ;
- 82. Appuyer la participation citoyenne à travers un système de dialogue structuré y compris au niveau local par l'E-démocratie et l'E-vote ;
- 83. Promouvoir la transparence et la liberté d'expression et de presse ;
- 84. Rendre efficace le dialogue de la société civile et des partis politiques par une plateforme numérique.

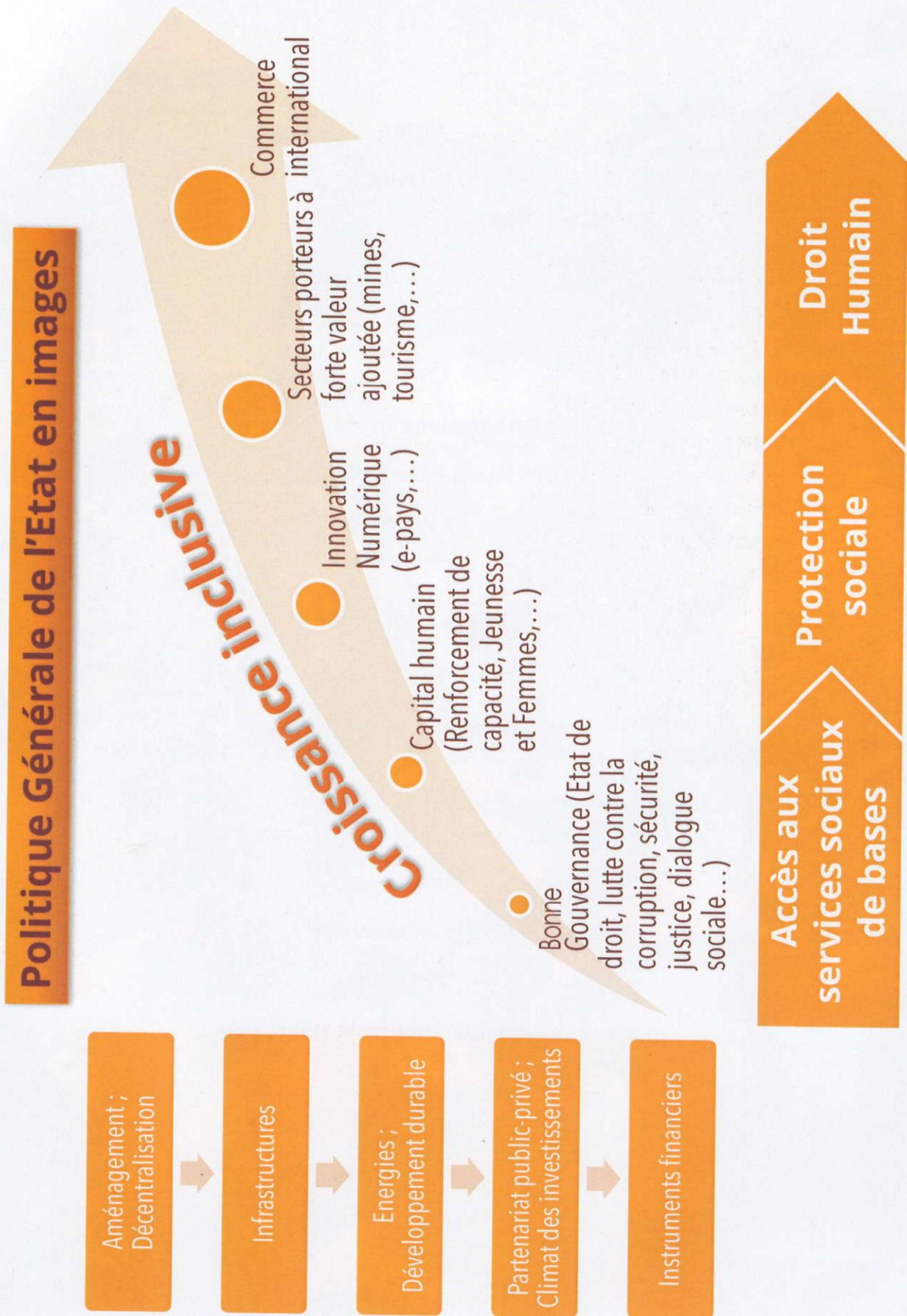
AXE D'ÉPAULEMENT N° 3. ÉQUILIBRE SOCIAL, PROTECTION SOCIALE ET DROIT HUMAIN

13. Système innovant aux affaires sociales

85. Accélérer l'opérationnalisation de la couverture de santé universelle de l'accès aux soins pour tous ;
86. Opérationnaliser les structures de lutte contre les maladies des enfants et les épidémies dans les Fokontany et équiper les CSB ;
87. Mettre progressivement à disposition de la population les véhicules à option chirurgicale mobile dans les districts éloignés des CHD et CHU ;
88. Programmer la sécurisation nutritionnelle ;
89. Capitaliser les hôpitaux MANARAPENITRA ;
90. Exploiter l'alphabétisation aux services du développement ;
91. Étendre l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population ;
92. Autonomiser les femmes et rendre effective l'application de l'approche genre ;
93. Considérer l'approche de dividende démographique ;
94. Lutter contre toutes formes d'exploitation humaine ;
95. Rendre la société malagasy résiliente à toute forme de choc ;
96. Réduire efficacement les inégalités et la pauvreté ;
97. Maîtriser le flux migratoire interne et vers l'international ;
98. Contrôler et maîtriser le phénomène migratoire ;
99. Promouvoir les activités génératrices de revenus avec l'exploitation des potentiels locaux ;
100. Programmer des habitations et des logements adéquats et décents et faciliter l'accès par des crédits ou autres instruments.



XII. ANNEXE II : LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT (en image)



XII. ANNEXE III : LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT (en chiffres)

- **Vision**

- **Valeurs**

- **13 principes directeurs**

- **7 démarches**

- **7 Orientations stratégiques**

- **13 objectifs globaux**

- **13 Velirano**

- **7 axes stratégiques**

dont :

- **4 socles d'Émergence** (Territoriale et spatiale ; environnementale et développement durable ; relations internationales ; économique, financière et commerce international)

- **3 axes d'épaulement** (Innovation éducative, capital humain, sport et culture ; innovation numérique et bonne gouvernance ; équilibre social)

- **13 grands leviers**

- **100 défis**

- **13 indicateurs de suivi**

